



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Aube/Haute-Marne

Chaumont, le 29 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur



STOROPACK FRANCE

10 rue de l'Orgisset 52110 NULLY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 octobre 2022 dans l'établissement STOROPACK FRANCE implanté 10 rue de l'Orgisset 52110 NULLY. L'inspection a été annoncée le 25 octobre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été organisée dans le cadre de l'instruction du Gouvernement du 16 septembre 2022 relative à l'organisation de la répartition et du délestage de la consommation de l'électricité pour l'hiver 2022-2023. Elle avait pour objectif de vérifier qu'un éventuel délestage électrique n'aurait pas de conséquences dommageables pour la sécurité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOROPACK FRANCE
- 10 rue de l'Orgisset 52110 NULLY
- Code AIOT : 0005701264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Ied : Non

Le site STOROPACK fabrique du polystyrène expansible ainsi que des chips d'emballages en polystyrène expansé.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Préparation délestage électrique potentiel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 56	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La survenue d'un délestage électrique n'aurait, semble-t-il, qu'un faible impact sur la sécurité du site et les risques de pollution.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 56
Thème(s) : Risques accidentels, Utilités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.
Constats : L'installation dispose d'un groupe électrogène qui n'alimente que le groupe motopompe d'extinction incendie. Le système dispose d'une autonomie de 2-3 heures. Il ne se déclenche qu'en cas de rupture d'un sprinkler et donc de dépression de l'eau. Un test des équipements de production électrique de secours a été réalisé en janvier 2022 (Rapports APSAD présentés à l'inspection). Il a été positif. Un test est également fait toutes les semaines en interne. Lors d'une coupure d'alimentation, toute l'installation s'arrête. Cela est déjà arrivé en août 2022 suite à la rupture de la ligne électrique par un tracteur. Au sujet des équipements secours, l'alarme incendie est sur batterie de type 4 avec un contrôle et changement des batteries tous les ans. Le basculement sur l'alimentation de secours est automatique et l'autonomie est d'environ 30 mn à 1h. Le dernier exercice d'évacuation (qui permet également de tester le système d'alarme) a été réalisé en juillet 2022. Il a été positif. La surveillance de l'installation est assurée par une entreprise externe. Les réserves incendie sont pleines. L'EDD prévoit une procédure d'urgence en cas d'incendie et un scénario « coupure de courant ». L'ouverture des extracteurs de fumées est déclenchés par gaz injecté suite à détection d'un incendie. Une coupure de courant n'occasionnerait pas de pollution supplémentaire, mis à part une production supplémentaire de déchets (matière restée dans les filières d'extrusion). La reconnexion au réseau se fait manuellement, équipement par équipement. Au sujet des capacités de communication, l'installation dispose d'un système de batteries pour les bureaux (notamment pour l'éclairage et les ordinateurs) d'une autonomie de 2h. Le site dispose d'un téléphone rouge analogique et donc indépendant de l'alimentation électrique. Les équipes peuvent utiliser leurs téléphones portables, pour la communication vers l'extérieur. La société de gardiennage dispose des n° fixes et de portable de tous les agents à alerter.
Type de suites proposées : Il est demandé à l'exploitant de décrire précisément le dispositif déclenchant l'ouverture des extracteurs de décrire explicitement les conditions de fonctionnement au plus tard dans le délai de 15 jours qui lui est laissé pour se positionner sur le rapport.
Proposition de suites : Sans objet